

États Généraux de la Recherche Comptable : 14 AVRIL 22

APRES-MIDI

Présentation – Pascal Barneto

anc.gouv.fr

Financement et structure financière des entreprises :

Quelles évolutions pour le long terme ?

Pascal BARNETO – IAE Université de Bordeaux
Stéphane OUVRARD – KEDGE Business School
Yves RANNOU – ESC Clermont Business School

« Le choc de la crise devrait mécaniquement entraîner une baisse des fonds propres des entreprises »

Rapport Economique, Social et Financier, 2021, p.164

- Le débat sur la structure financière des entreprises (et donc du financement) est revenu sur le devant de la scène avec la crise sanitaire en 2020
 - Interventions rapides des acteurs publics et privés
 - De très nombreuses publications ont vu le jour (BdF, BPI, CPF, France Invest, Observatoire du Financement des Entreprises, OEC, INSEE, revues professionnelles, académiques, etc.)
 - **Débat compliqué :**
 - ✓ Quelles entreprises (TPE, PME, ETI, GE) ? Quels secteurs ? Quels financements pour quels besoins ?
 - ✓ Situation avant la crise ? Pendant la crise ? Et l'avenir ou sortie de crise ?
 - ✓ Peut-on donner une explication globale aux financements et structures financières ?
-

Avant la crise – cas des TPE/PME

Etudes menées par BPI Lab et par l'Observatoire du Financement (BdF)

- 2011/2019 : TPE-PME : forte augmentation de leurs fonds propres – plus que les autres catégories – de +6%/an sur la période même si certaines étaient déjà confrontées à des problèmes (20% PME et 33% TPE).
 - **Principales raisons** : mise en réserves des résultats, recours à l'autofinancement, et recul du financement externe (dettes financières)
 - **Conséquences** : Amélioration du taux d'endettement financier brut, amélioration du FDR qui cache cependant une baisse des immobilisations
 - Poids des **CP/ Ressources financières** : de 37,8 % en 2007 à 41,4% en 2019
 - Chiffres comparables à d'autres pays européens (Allemagne, Italie)
 - Chiffres qui masquent des disparités (secteur, maturité, taille, type, etc.)
-

Structure comptable des fonds propres des TPE et PME

	TPE		PME (hors TPE)	
	Montant (en milliards d'euros)	Part (en %)	Montant (en milliards d'euros)	Part (en %)
Total des capitaux propres (1)	129,4	99,8	425,7	99,4
Capital externe	51,3	39,6	204,5	47,7
Capital social	46,0	35,5	143,5	33,5
Primes d'émission	5,3	4,1	61,0	14,2
Résultats	71,1	54,8	174,4	40,7
Résultat de l'exercice comptable	15,3	11,8	30,6	7,1
Report à nouveau	3,0	2,3	-2,3	-0,5
Réserves disponibles	52,6	40,7	146,1	34,1
Autres capitaux propres	7,0	5,4	46,8	10,9
Réserves non disponibles (légale, statutaire ou contractuelle, réglementée)	4,6	3,5	26,0	6,1
Subventions d'investissement	1,1	0,9	11,8	2,7
Divers (provisions réglementées, écarts de réévaluation)	1,3	1,0	9,0	2,1
Autres fonds propres (2)	0,3	0,2	2,6	0,6
Produit des émissions de titres participatifs	-	-	0,6	0,1
Avances conditionnées	0,3	0,2	2,0	0,5
Total des fonds propres ¹ (1) + (2)	129,7	100,0	428,2	100,0

Source : Observatoire du Financement des Entreprises (BdF), Mai 2021, p. 10

Avant la crise: cas des GE cotées SBF 120 (CAC40+ NEXT80)

- De manière générale pour GE/ETI, les dettes ont augmenté sur la période 2010/2019 et la solvabilité est restée à peu près constante.
 - Les sociétés du CAC 40 sont plus endettées à CT qu'à LT que les autres sociétés du SBF 120 (indice NEXT 80).
 - La proportion de dettes financières à LT par rapport à CT a très peu évolué sur la période, avec une moyenne de 69% pour le LT et de 31% pour le CT. Une très forte décreue de la part à moins d'un an des dettes financières est observée.
 - Le degré de sophistication de l'endettement financier est plus élevé pour les sociétés du CAC 40, traduisant ainsi un recours plus accru à des produits financiers complexes.
-

Avant la crise – cas des GE cotées SBF 120 (CAC40+ NEXT80)

Les CP du CAC 40 (hors banques et assurances) représentent 36.13% bilan (moyenne)

Années	Ratio de CP CAC 40	Ratio de CP NEXT 80
2010	35,59%	24,54%
2011	34,47%	24,31%
2012	34,62%	22,23%
2013	36,34%	27,15%
2014	36,22%	26,90%
2015	36,10%	27,00%
2016	36,19%	28,77%
2017	37,69%	31,32%
2018	37,95%	31,59%
Moyenne	36,13%	27,09%

Source : La distinction entre dettes et capitaux propres, Rapport ANC, Juillet 2020 avant la crise – cas des GE cotées SBF 120 (CAC40+ NEXT80)

Avant la crise – cas des GE cotées SBF 120 (CAC40+ NEXT80)

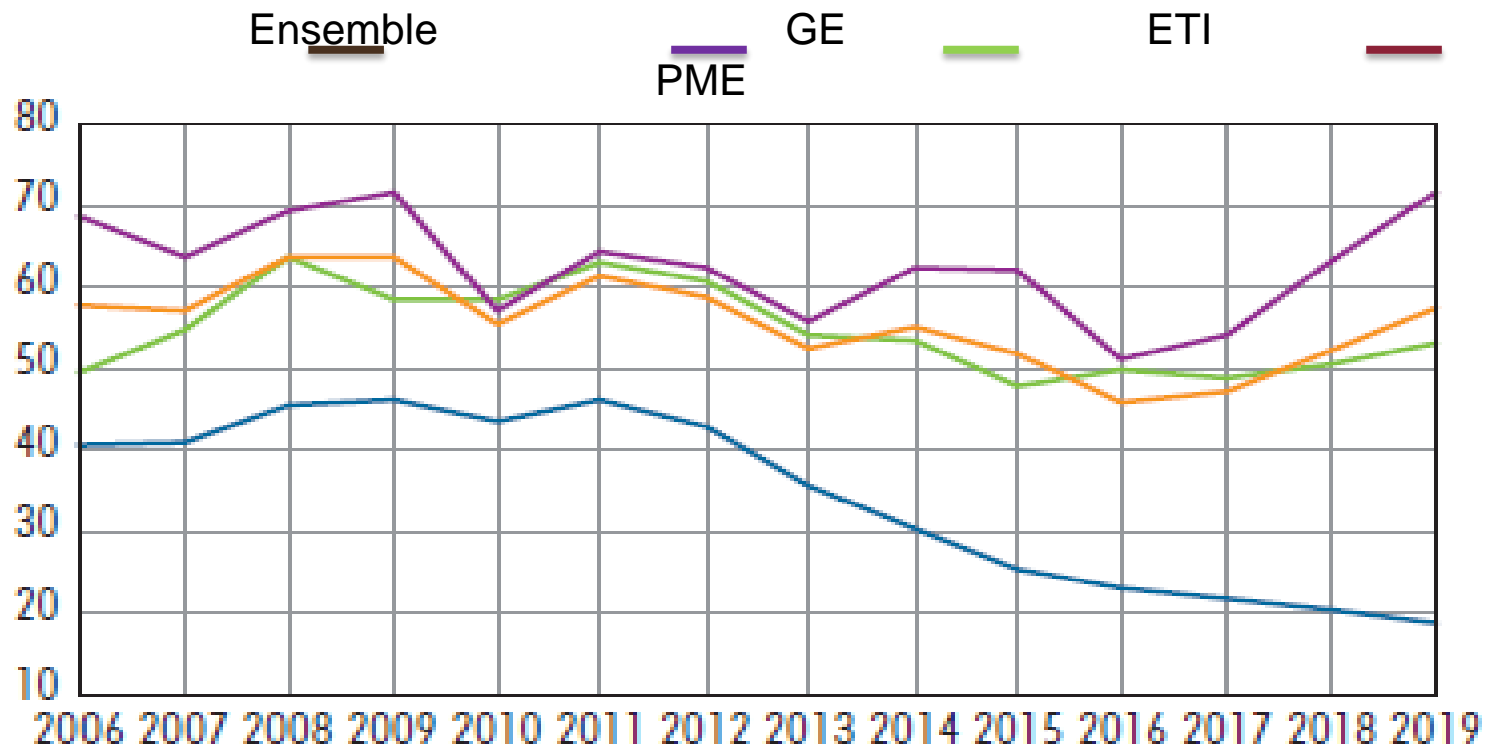
Années	Ratio Total DF/ Total Bilan CAC 40	Ratio Total DF / Total bilan NEXT 80	Ratio DFLT / Total Bilan CAC 40	Ratio DFLT / Total bilan NEXT 80	Ratio DFCT / Total Bilan CAC 40	
2010	24,41	27,68	17,43	22,22	7,54	
2011	25,05	28,54	18,00	22,72	7,63	
2012	25,13	29,21	17,69	22,94	7,98	
2013	24,19	26,94	16,90	21,35	7,84	
2014	23,50	26,83	16,81	21,60	7,22	
2015	22,97	28,32	16,19	22,97	7,23	
2016	23,19	28,05	16,38	22,53	7,26	
2017	22,48	26,88	15,83	21,78	7,07	
2018	22,31	27,45	15,63	22,15	7,33	
Moyenne	23,69	27,77	16,76	22,25	7,46	

Source : La distinction entre dettes et capitaux propres, Rapport ANC, Juillet 2020

Avant la crise – cas des GE cotées SBF 120 (CAC40+ NEXT80)

- Recours aux titres hybrides pour 53% des sociétés du SBF 120 (TSDI, ORA, OC, etc.)
- les sociétés qui émettent des titres hybrides ont pu rencontrer à un moment donné des difficultés financières, des problèmes de gouvernance ou subir les conséquences d'une opération de fusion/acquisition/scission
- Les incidences comptables ne sont pas tout à fait les mêmes

Titres	En IFRS	En PCG Français
TSDI / TSSDI	Capitaux propres	Autres fonds propres
TDIRA	Capitaux propres/Dettes financières	Autres fonds propres
TP (Titres participatifs)	Dettes financières Retraitement possible depuis IFRS 9 en Capitaux Propres	Autres fonds propres
ORA, OCA, ORANE, OBSA, ORDINANE, ORDINAN, OBSAAR, OCEANE, ORNAE	Capitaux propres/Dettes financières	Dettes financières



Taux d'endettement net = (endettement financier – trésorerie) / Capitaux propres

La crise...côté TPE/PME

- Choc immédiat sur la trésorerie : impact sur la structure financière surtout pour les TPE/PME
 - Aides et soutiens divers (PGE, etc.) : dégradation de l'endettement financier brut (+217 Mds, soit +12% par rapport à 2019) mais stabilité de l'endettement financier net car la trésorerie a augmenté de +200 Mds, soit +29% par rapport à 2019.
 - **Nécessité de trouver 50 Mds€** (20 Mds) pour renforcer les FP des TPE/PME (ETI) d'avant crise
 - **But** : préserver les capacités d'investissement, notamment pour les plus innovantes et les plus exportatrices
 - Hétérogénéité sectorielle vis-à-vis de la dette. Certaines entreprises étaient vouées à disparaître
-

Trésorerie, dette brute et nette

		2019				2020				Variations d'encours 2019-2020
		Flux	Encours fin décembre	T1 2020	Flux T2 2020	T3 2020	T4 2020	Flux	Encours fin décembre ^a	
Trésorerie	(1)	39,6	689,2	44,8	126,3	24,2	5,1	200,3	886,3	+ 28,6 %
Dépôts bancaires		55,0	633,8	52,2	97,4	19,0	2,0	170,6	803,8	+ 26,8 %
– dépôts à vue		54,2	478,4	48,0	95,0	15,4	0,6	159,0	637,0	+ 33,2 %
– dépôts rémunérés		0,9	155,4	4,2	2,5	3,5	1,4	11,6	166,8	+ 7,3 %
OPC monétaires ^b		-15,4	55,4	-7,4	28,8	5,2	3,0	29,7	82,5	+ 48,9 %
Dette brute	(2)	91,1	1 682,9	50,6	122,1	28,2	15,9	216,8	1 888,4	+ 12,2 %
Crédits bancaires		51,6	1 062,2	40,1	66,5	19,6	13,1	139,4	1 198,2	+ 12,8 %
– trésorerie		-0,7	237,6	26,3	49,8	6,1	7,0	89,1	327,0	+ 37,6 %
– investissement		45,5	762,8	13,5	11,9	10,5	9,9	45,8	806,3	+ 5,7 %
– autre		6,7	61,9	0,4	4,9	3,0	-3,8	4,5	64,9	+ 4,8 %
Titres de créance ^b		39,5	620,7	10,5	55,5	8,6	2,7	77,4	690,2	+ 11,2 %
Dette nette	(1) - (2)	51,5	993,7	5,8	- 4,2	4,1	10,8	16,5	1 002,1	+ 0,8 %

La crisecôté ETI/GE

- Les GE : recours au financement sur les marchés financiers (émissions nettes d'obligations à partir du 2e trimestre dont près de 35 Md€ sur le seul mois d'avril, ce qui constitue la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis 2003)
 - Les GE : centre de financement pour leurs filiales à l'étranger notamment (prêts sortants > prêts entrant d'environ 40 Mds)
 - Les GE du CAC40 ont de meilleurs ratios de Dettes Financières en référence aux CP ou au total bilan que les autres entreprises du SBF120 même s'ils se sont dégradés.
-

	Sociétés du SBF 120			Sociétés du CAC 40			Sociétés du NEXT 80		
En %	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Dettes Financières/Total Bilan	28,08	31,10	33,95	20,98	25,17	27,83	30,96	33,31	36,25
Dettes Financières/CP	101,99	113,66	119,44	62,07	79,96	97,53	119,78	129,50	131,58
Endettement financier net /CP	58,34	74,94	105,36	26,50	43,26	46,53	70,84	87,42	130,00
Endettement financier net/EBITDA	2,56	2,51	3,06	1,03	1,56	0,70	3,18	2,86	4,09
CP/Total bilan	37,93	35,60	34,21	41,07	38,11	36,09	36,34	34,19	32,98
Ratio rétention du résultat	53,09	68,90	71,21	50,26	55,03	62,64	55,90	78,19	76,39
Dettes totales/CP	199,24	214,15	227,37	169,16	188,61	211,73	211,13	224,72	235,38

Sondage BPI Lab, 73^{ème} enquête de conjoncture juillet 2021

La situation de trésorerie des TPE/PME est jugée solide (réserves financières avec des PGE):

- 63% des TPE/PME ont une trésorerie suffisante pour affronter la crise
- 91% des TPE/PME n'ont pas de difficultés pour financer leurs investissements
- 10% des TPE/PME redoutent que leur niveau de FP et de dettes soit une contrainte pour aborder la reprise
- 75% des TPE/PME auront retrouvé leur niveau d'activité en 2022 d'avant crise

Les instruments de financement en FP ou QFP pour les TPE/PME:

- Prêts participatifs, prêts convertibles, etc.?
 - BPI et fonds d'investissement ?
-

Quels financements pour la croissance de demain ?

- Les interventions de l'Etat et des autres acteurs ont permis le passage de cette crise à de très nombreuses entreprises (de la TPE à la GE), même s'il reste une forte disparité entre les secteurs
 - Post-Covid et/ou économie du futur qui imposent un renforcement des structures financières pour rester compétitif (cf Plan de Relance de 100 Mds). Nécessité de repenser la capitalisation des entreprises, notamment des TPE/PME eu égard au enjeux environnementaux ?
 - Financements verts pour les GE/ETI (Green bonds, Euro CP verts, etc.). Mais pour les TPE/PME ? Dispositifs mis en place par les organismes publics pour relancer l'économie? Rôle des intermédiaires en matière d'innovations financières ? Rôle de la comptabilité et de l'extra-financier?
-

« L'idée de financer l'économie par la dette est une vision court-termiste du développement de la croissance. Au mieux, cela permet d'avoir des ressources temporaires, au pire, cela déstabilise durablement les bilans des entreprises. Contrairement à la dette, le capital n'a ni durée de vie finie, ni limite de taille. Alors oui, ces plans sont importants en temps de crise, mais sauf pour certains secteurs bien identifiés, est-on toujours en crise ? »

Les Echos, jeudi 7 octobre 2021

Présentation – Alexandre Rambaud

anc.gouv.fr

Programme de recherche « Mesure et définition des impacts extra- financiers des investissements : retour des théories et pratiques de l'Impact Investing et apports possibles de la comptabilité »

Point d'étape

Caractéristique majeure: Priorité accordée au ***changement social et/ou environnemental***, généralement associé aux Objectifs du Développement Durable (ODD), avec des critères explicites d'intentionnalité, couplée à un ***retour financier modéré***.

Inclus dans le champ de l'Investissement Socialement Responsable (ISR), structuré autour de nombreuses recherches portant sur les liens entre performance(s) extra-financière(s) et performance(s) financière(s)

→ L'ISR, en insistant sur les impacts sociétaux « réellement » constatables, oblige le **déploiement d'autres types de recherches**, axées sur les *impacts extra-financiers des investissements réalisés* pour pouvoir correctement flécher ces financements. Ces nouvelles interrogations sont néanmoins clairement **encore émergentes** dans la littérature.

Plusieurs initiatives pour tenter de définir et de mesurer les résultats de l'IIS, mais **pas de consensus**.

Au niveau français, plusieurs travaux de définition et de cadrage de l'IIS ont vu le jour, dont **deux récents rapports officiels** (en 2020 et 2021) sous l'égide du Ministère de l'Economie:

- Bernard Colinet, S., iiLab, & Ministère de l'Economie, des F. et de la R. (2020). Investir pour transformer durablement
 - Finance For Tomorrow. (2021). Définition de la finance à impact.
- Ces deux rapports ne sont pas alignés sur un certain nombre de points, illustrant une partie des **controverses** pour définir, mesurer et opérationnaliser l'IIS.
-

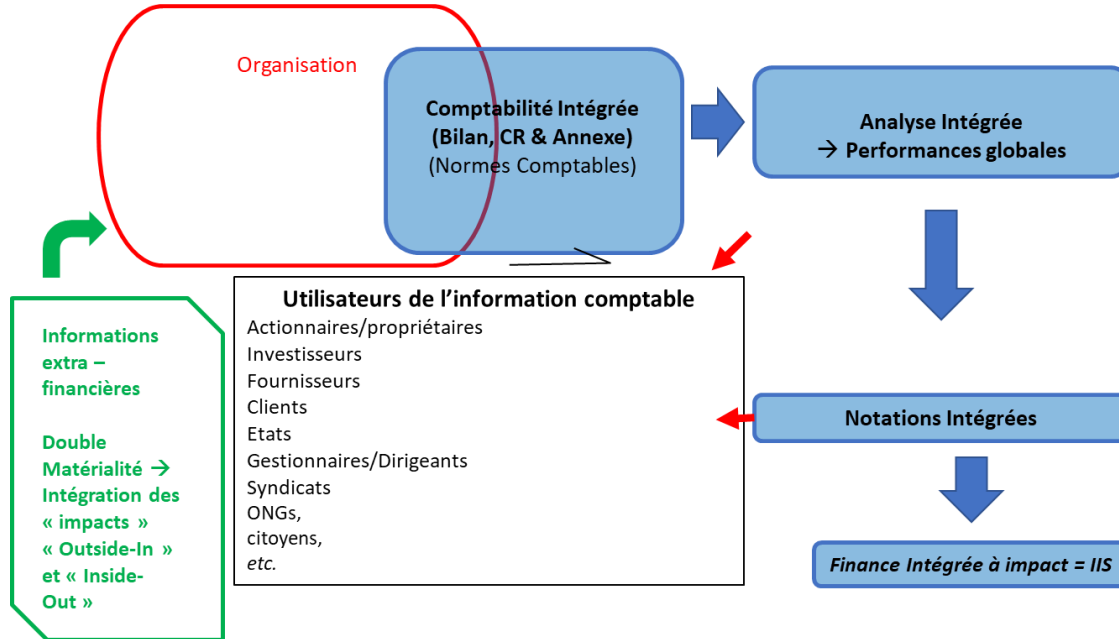
Pas de dresser un état des lieux

- des controverses attenantes à l'Investissement à Impact Sociétal et
- des différentes pratiques/définitions existantes

Mais de poser les bases d'un **cadrage comptable** de l'IIIS.

→ « **Better consideration of sustainability issues in accounting standards is critical.** Information about sustainability is increasingly relevant for the decisions of investors, lenders and managers. Integrating such information is essential to help them make appropriate investment decisions » (rapport du HLEG, orientant les travaux du plan d'action de l'UE pour la finance durable)

Cadrage(s) comptable(s) de l'IIS



- Moyen d'aborder de manière rigoureuse et méthodologique les controverses autour de l'IIS
 - Base d'analyses intégrées pour définir des performances globales
 - Système de fléchage des flux financiers, pour un couplage avec des impacts extra-financiers
- Doit reposer sur la **Double Matérialité (particularité de l'IIS)**

Cadre des débats sur la finance/comptabilité durable de l'UE

→ EFRAG. (2021). Proposals for a relevant and dynamic EU sustainability reporting standard-setting.

Divergence avec l'ISSB (International Sustainability Standards Board), base sur la matérialité financière (impossibilité à structurer l'IIS?)

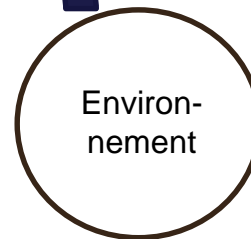
Comptabilité Extérieur-Intérieur (Outside-In)

→ **Matérialité financière ou simple**

Opportunités (Impacts positifs)
vs Risques (Impacts négatifs)

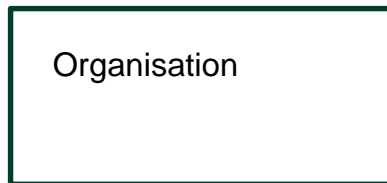


Impacts
positifs/négatifs

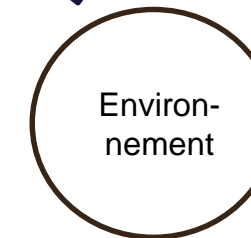


Comptabilité Intérieur-Extérieur (Inside-Out)

→ **Matérialité socio-environnementale ou à impact**



Impacts
positifs/négatifs



Conjonction
des deux
perspectives:
**Double
Matérialité**

Matérialité

Informations → Décisions

Proposition pour approfondir la Double Matérialité

Informations → Éléments-Clés de Prise de Décisions → Décisions

La matérialité reviendrait donc à :

- **Définir** des éléments centraux de prise de décision
 - Etablir des **références** de ces éléments
 - Mettre en évidence des **variations positives ou négatives** de l'impact sur ces états de référence
-

- Plusieurs types de matérialités financières et de matérialités socio-environnementales
 - Ainsi plusieurs types de finance à impact!
-

Seules les perspectives suivantes sont abordées dans le rapport:

- **Perspective néoclassique:**
 - Matérialité financière selon la **théorie du propriétaire**
 - Matérialité socio-environnementale **anthropocentrée utilitariste**
 - **Perspective alternative:**
 - Matérialité financière selon la **théorie de l'entité**
 - Matérialité socio-environnementale « **écologique** »
-

Les Matérialités Financières

	Matérialité selon la théorie du propriétaire → matérialité simple néoclassique	Matérialité selon la théorie de l'entité
Éléments-clés de prise de décision	Valeur actualisée des Flux de Trésorerie Disponibles (FTD)	Stabilité de l'entreprise, sa pérennité, en tant que projet collectif → grandeurs caractéristiques de l'analyse financière en coûts historiques
Impacts (Outside-In)	Augmentation ou diminution de la valeur actualisée des FTD	Remise ou non en question de la pérennité de l'entreprise
Cadrage comptable	<i>Comptabilité en Valeur actualisée (approximée par la comptabilité en Juste Valeur)</i>	<i>Comptabilité en Coûts Historiques</i>
Entreprise comme...	<i>Fiction.</i> L'entreprise n'existe que délégation de gestion d'actifs au service de la société des actionnaires/propriétaires	<i>Projet collectif</i> , disposant d'une possible Raison d'Être.
Usage des informations extra-financières au niveau comptable	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en évidence et mesure des impacts sur les actifs intangibles et acquis, et sur le goodwill interne (GWI) • Mise en évidence qu'une part du GWI provient de services écosystémiques et de savoirs, compétences, etc., ce qui structure le « capital immatériel », divisé en capital naturel, capital humain, etc. [<i>qualification d'un nouveau type d'actif</i>] • Réestimation du GWI selon l'évolution des information extra-financières 	Impacts sur les grandeurs caractéristiques de gestion (BFR, ROCE, etc.)

Les Matérialités Socio-Environnementales

	Matérialité socio-environnementale néoclassique ou anthropocentrée utilitariste	Matérialité écologique
Éléments-clés de prise de décision	Fonctions d'utilité des consommateurs (parties prenantes néoclassiques) → Environnement représenté par le biais du « bien-être » des agents économiques	Bons états écologiques (dans le cas des milieux naturels) – basés sur la science et des conventions collectivement acceptées
Impacts (Inside-Out)	Externalités négatives ou positives	Variations voire remises en cause de ces bons états écologiques (avec prise en compte <i>d'effets de seuil</i> pouvant empêcher un retour à un état écologique acceptable)
Cadrage comptable	<i>Comptabilité en valeurs actualisées avec intégration des externalités, comme correctifs des prix</i>	<i>Comptabilité en coûts de préservation, basée sur des enjeux de préservation des bons états écologiques</i>

	Matérialité socio-environnementale néoclassique ou anthropocentrée utilitariste	Matérialité écologique
Impact sur la gestion environnementale	<p>Les modèles bioéconomiques montrent que :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'emploi de la valeur actualisée pour gérer des ressources peut conduire à leur destruction (Clark, 2010)• l'emploi des externalités pour gérer des écosystèmes n'est pas aligné avec la résilience de ces écosystèmes (Godard, 2004)	Respect des bons états écologiques comme base de gestion

Liens entre les différents type d'IIS, grâce à une approche comptable, et les gestions environnementales conséquentes

→ Nécessité de croiser sciences écologiques, bioéconomie et analyses comptables et financières

Ouverture: Impacts & Rentabilité financière

- Rapport (Bernard Colinet et al., 2020): Orthogonalité entre la « transformation durable » et le « rendement [économique] »
 - Financial Times (octobre 2020): « Win-win arguments promoting both bigger profits and better social returns are illogical »
-

Selon la perspective néoclassique:

- Obligations d'intégrer toutes les externalités négatives, dont les valeurs dits de non-usage incluant la valeur d'existence.

Exemple: Novo-Nordisk (2014) → dans la méthodologie relative à son compte de résultat environnemental a estimé ce type de valeur à **2 940,18€** (2014) **par hectare** pour les forêts qu'elle exploite, ce qui en fait une valeur très élevée au regard du prix d'une forêt à l'hectare

- Externalités très importantes

Selon la perspective écologique:

- Intégration des bons états écologiques et des coûts de leur préservation. Dans le cas du climat, le coût de la dette climatique s'étale **entre 200€/t CO2-eq et 700€/t CO2-eq** (Haszeldine, Flude, Johnson, & Scott, 2018)

- Coûts très importants
-

Présentation – Maud Gaudry

anc.gouv.fr

European Lab project on European Sustainability Reporting Standards (ESRS)

Reporting de durabilité en Europe: actualités et challenges

Point d'avancement des travaux de la Project Task Force ESRS de l'EFRAG

Maud Gaudry, Associée Mazars et Project Lead Manager de la PTF ESRS
14 Avril 2022



EFRAG

European Financial Reporting Advisory Group



1. Les fondamentaux de la normalisation du reporting de durabilité en Europe

Cadre posé par la proposition de directive CSRD d'Avril 2021

- **Une approche « rule-based » ou prescriptive**
 - Destinée à améliorer la qualité de l'information de durabilité : pertinence, image fidèle, comparabilité, caractère vérifiable et compréhensible
- **Double matérialité servant les besoins de toutes les parties prenantes**
 - Matérialité financière – approche investisseurs
 - Matérialité d'impact – approche autres parties prenantes
- **Trois couches complémentaires d'informations**
 - Informations communes à tous les secteurs
 - Informations spécifiques à certains secteurs
 - Informations spécifiques à l'entité
- **Couvrant toutes les dimensions ESG...**
 - Environnement, dont climat mais aussi biodiversité, pollution, eau et économie circulaire
 - Social et Gouvernance
- **S'appuyant sur les meilleures pratiques et usages reconnus des initiatives internationales**

2. Des fondamentaux reflétés dans l'architecture même des standards

Cross Cutting Standards

Principes généraux de reporting dans le cadre de la CSRD

Information à fournir en matière de stratégie, gouvernance, identification et gestion des impacts, risques et opportunités liés aux enjeux de durabilité

Topical Sector-Agnostic Standards

ENVIRONNEMENT

- Climat
- Pollution
- Eau et ressources marines
- Biodiversité
- Economie circulaire

SOCIAL

- Employés de l'entreprise
- Travailleurs de la chaîne de valeur
- Consommateurs et utilisateurs finaux
- Communautés affectées

GOVERNANCE

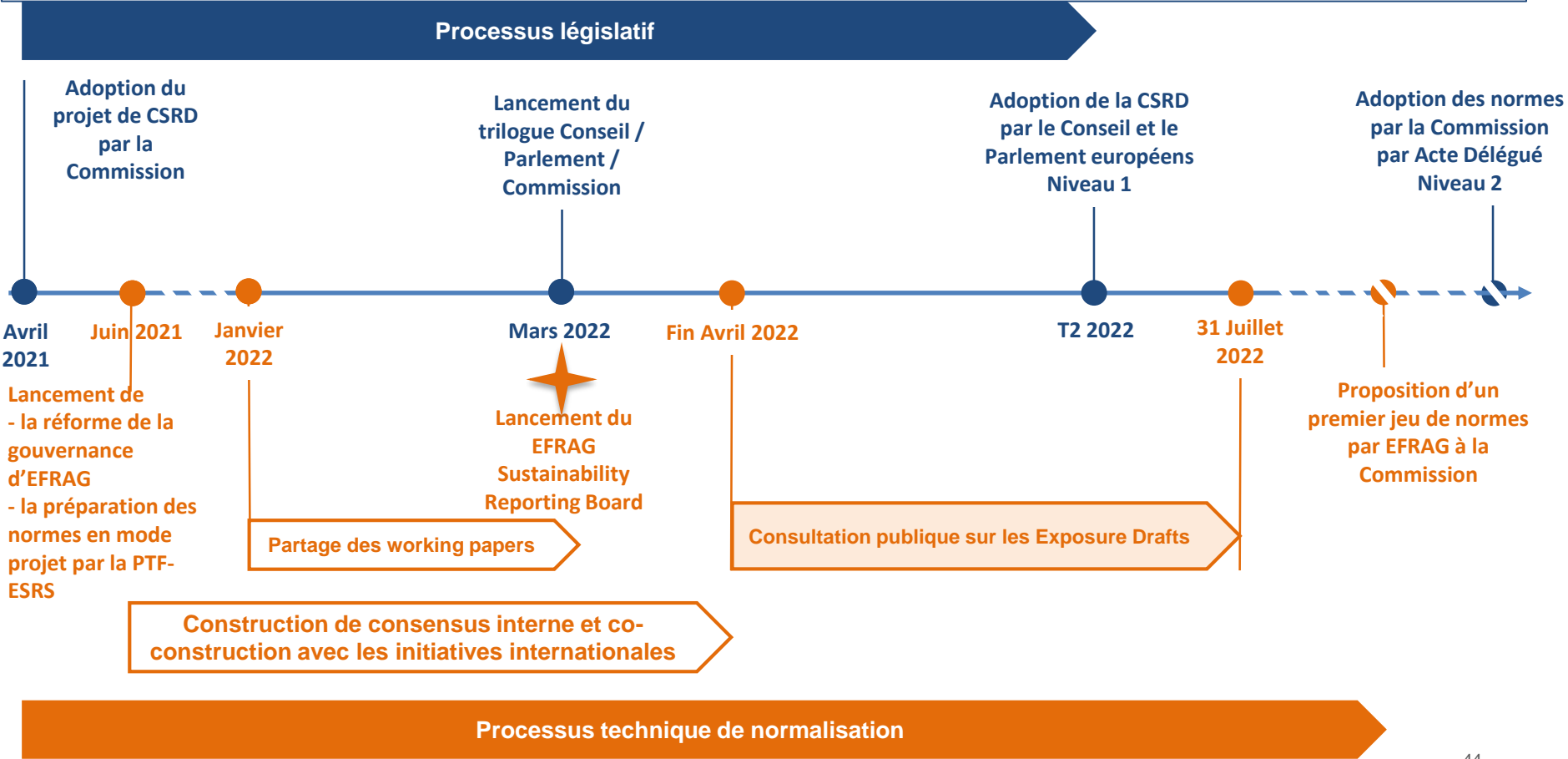
- Gouvernance, gestion des risques et contrôle interne
- Pratique responsable des affaires

Sector-specific standards

Sector classification

Sector 1 ... to ... N Standard

3. Un processus en cours à deux niveaux





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Vidéo – Fabienne Grall

anc.gouv.fr



Présentation – Georg Lanfermann

anc.gouv.fr

11èmes États Généraux de la Recherche Comptable

Accounting for sustainable growth: a new paradigm?

Challenges and solutions ahead

Georg Lanfermann

14. April 2022

Accounting Standards Committee of Germany

- **Critical success factors for EFRAG standard setting in the area of sustainability reporting (29.11.21)**




- Prioritisation of urgent issues
- Focus on the specific information needs of European stakeholders, particularly in the context of EU sustainable finance regulation
- Global baseline approach as being developed by the ISSB
- Ensuring proper *Due Process*
- No general preference for particularly granular reporting requirements
- Proportionality of reporting requirements

Accounting Standards Committee of Germany

• DRSC's Comments regarding the development of ESRS

EFRAG Due Process

Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany



DRSC 4. V. • Jahreshaupt 22. 34 + 12119 Berlin

Administrative Board
Jean-Paul Gauzès
EFRAG Board President
5 Square de Meeûs

Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Berlin, 12. July 2021

Dear Jean-Paul,
Uptorn comments by the ASCG administrative board on EFRAG's PUBLIC CONSULTATION PAPER - DUE PROCESS PROCEDURES FOR EU SUSTAINABILITY REPORTING STANDARD - SETTING

The ASCG welcomes the opportunity to comment on EFRAG's public consultation paper. At this stage, ASCG is still referring about the overall approach to due process of the yet unknown final set-up of EFRAG. But we, the administrative board, would like to submit some of our uptorn remarks about the way how EFRAG foresees the inclusion of the preliminary work of the project task force (PTF) as outlined in this consultation document.

Reporting (and other standards set by private organisations such as EFRAG, IASB, ASCO and others) should adhere to a proper Due Process. The IFRS Foundation's Due Process Handbook contains important principles in this respect, for example transparency and full and fair consultation. As a national standard setter, the ASCG feel committed to such basic due process principles, and we are firmly convinced that any other private standard setting body including IASB and EFRAG should do so, equally.

The letter by Commissioner Mairead McGuinness dated 12 May 2021 contains a clear statement about the expectations of the European Commission regarding the elaboration of sustainability standards. The Commissioner's letter reads: "I therefore encourage EFRAG to put in place interim working methods that build on the experience gained by the Task Force and forethought the governance reforms and processes you propose, to ensure transparent and open due process in the standard setting process from the beginning" (emphasis added).

The language contained in the aforementioned consultation document in the section "public consultation" regarding due process procedures during the interim phase of the PTF indicate that EFRAG envisages a lighter such procedure. EFRAG's reasoning in this regard is based on the short time frame set by the Commission for the elaboration of core standards. It seems that, in particular, EFRAG intends to adhere to the Commissions call by shortening time frames for public consultations as well as for outreaching to stakeholders and experts. In addition, the consultation document does not address how to ensure transparency by


Convent
Jahreshaupt 22. 34
12119 Berlin
5 Square de Meeûs
Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Berlin, 12. July 2021

Administrative Board
Jean-Paul Gauzès
EFRAG Board President
5 Square de Meeûs
Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Critical Success Factors for EFRAG Standard Setting

Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany



Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany

DRSC 4. V. • Jahreshaupt 22. 34 + 12119 Berlin

Administrative Board
Jean-Paul Gauzès
EFRAG Board President
5 Square de Meeûs

Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Berlin, 12. July 2021

Critical success factors for EFRAG standard setting in the area of sustainability reporting

29 November 2021

The Administrative Board of the Accounting Standards Committee of Germany (DRSC) has repeatedly welcomed the aspirations of the European Union to become a world leader in sustainability reporting. According to the European Commission's proposal for a Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), EFRAG will play an important role in elaborating detailed standards in this area. Such new role requires a significantly adapted structure for EFRAG which needs to be underpinned by the commitments of relevant stakeholders, in particular national standard setters. This restructuring effort led by its president Jean-Paul Gauzès is now well advanced. Today, the Administrative Board has formally approved the participation of DRSC in the sustainability reporting pillar of EFRAG and the respective financial contribution to support EFRAG's work in this area as one of the larger national standard setters in the European Union. At the occasion of this important decision, the Administrative Board would like to accompany this commitment to the new EFRAG structure with key advice regarding critical success factors for standard setting in the area of sustainability reporting. Ideally, these success factors should already be embedded into the final CSRD legislation to provide binding guidance to EFRAG.

1. EFRAG should be ambitious in tackling pressing issues, in particular the climate crisis, but not let ESG issues may bear equal weight in terms of urgency, in light of the EU Green Deal, there is no doubt that in order to achieve the European climate objectives, effective reporting on climate-related issues which caters in a concise manner to the information needs of stakeholders is absolutely necessary. Other areas, e.g. to what extent and how to report on intangibles from a sustainability perspective under the CSRD, will need more time to develop meaningful reporting concepts. In the meantime, EFRAG should also be careful in setting up new initiatives in the area of financial reporting as companies need to cope with the sustainability reporting challenges. Further clarity on promotion on ESG reporting issues should be provided by the Co-legislators during the legislative process.

2. EFRAG should address the specific information needs of European stakeholders, particularly in the context of EU sustainable finance regulation. The EU sustainable

Convent
Jahreshaupt 22. 34
12119 Berlin
5 Square de Meeûs
Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Berlin, 12. July 2021

Administrative Board
Jean-Paul Gauzès
EFRAG Board President
5 Square de Meeûs
Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Initial Reaction Batch 1

Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany



Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany

DRSC 4. V. • Jahreshaupt 22. 34 + 12119 Berlin

Administrative Board
Jean-Paul Gauzès
EFRAG Board President
5 Square de Meeûs

Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Berlin, 12. July 2021

Initial Reaction of the ASCG on the Working Papers of EFRAG's Project Task Force on European Sustainability Reporting Standards (PTF-ESRS)

The European Commission (COM), in the letter dated 12 May 2021, has asked EFRAG to develop draft sustainability reporting standards consistent with the requirements set out in the CSRD proposal as of 21 April 2021. On 20 January 2022 EFRAG's Project Task Force on European Sustainability Reporting Standards (PTF-ESRS) has published the first batch of Working Papers (WP).

We would like to express our gratitude for the substantial work that the PTF-ESRS has accomplished, and we acknowledge the achievement of developing the WP on conceptual guidelines, cross-cutting issues, and climate change in a short period of time. We appreciate this work of many experts as an important step towards high-quality, widely accepted ESRS. In the Cover Note the PTF-ESRS' laid out that the WP provide information on the conceptual thinking adopted in the draft standards. While we acknowledge that it is a work-in-progress document we appreciate that EFRAG ensures transparency and would like to share our initial observations regarding the conceptual basis and the direction the proposals are taken. Due to the timeline restrictions, which imply handing over the first set of draft standards to the COM by 15 June 2022, we believe it to be essential to address these observations in a timely manner.

In general, we would like to confirm our key messages regarding sustainability reporting standards as proposed in the CSRD which were laid out in our Statement of "Critical Success Factors" for future EFRAG standard setting in the area of sustainability reporting of 29 November 2021. We identified critical aspects such as the need for prioritisation of reporting topics, consideration of a "global baseline" and proportionality of reporting requirements. An analysis of the first batch shows these observations are still valid.

GLOBAL BASELINE: ESRS need a clear international orientation and compatibility

The consideration of a global baseline in our view remains one of the crucial issues. Sustainability matters address global concerns. Therefore, it is necessary that EFRAG follows a global baseline approach with special consideration paid to the current work by the International Sustainability Standards Board (ISSB). While ESRS follow a double materiality approach and need to consider requirements specific to the EU (e.g. Sustainable Finance Disclosure Regulation), the ESRS's requirements should nevertheless aim at being compatible with the ISSB's global baseline. The ESRS should then highlight and justify necessary extensions. This building-block-approach will allow for a well-playing field for preparers, comparability, and decision-usefulness of sustainability information, as well as acceptance of ESRS worldwide. We therefore encourage EFRAG to lay out the analysis on compatibility and include for comment its conclusion regarding the compatibility with ongoing work on ISSB's standards in terms of substance as well as terminology.

In this context we have noted that the Basis for conclusions of the WP on climate change (ESRS 1) already addresses compatibility of ESRS 1 and the Technical Readiness Working Group (TRWG) Climate-related Disclosures Prototype. We observe that the PTF-ESRS has flagged as "compatible" almost all of the requirements proposed in ESRS 1, however, it should be noted that these are much more granular, and numerous compared to the TRWG paper. A comparable reporting approach should keep additional and more granular requirements at a necessary minimum.

Call for an Integrated Reporting Option

Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany



Deutsches Rechnungslegungs Standards Committee e.V.
Accounting Standards Committee of Germany

DRSC 4. V. • Jahreshaupt 22. 34 + 12119 Berlin

Administrative Board
Jean-Paul Gauzès
EFRAG Board President
5 Square de Meeûs

Phone: +49 (0)30 206412-12
E-Mail: info@drsc.de

Berlin, 12. July 2021

Towards better Sustainability Reporting – Call for an Integrated Reporting Option –

The European Commission's (COM) proposal for a Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) of 21 April 2022 marks an important step in implementing the European Green Deal and to reach the Sustainability Development Goals. The Green Deal's sustainable finance actions aim at channelling investments towards sustainable activities and enabling stakeholders to evaluate the activities of an entity regarding sustainability. As a result of the actions taken market participants now expect entities to integrate sustainability considerations in their corporate management, including risk management and to provide meaningful ESG performance information which connect to the financial position of the entity. The current Accounting Directive, however, not yet promotes an integrative approach as Member States may allow entities to publish non-financial information separately from the management report. In its CSRD proposal (recital 50) the COM inter alia points out that separate reports hinder the availability of information that connects financial and information on sustainability and reporting. It also highlights the finability and accessibility of information for users, especially investors, who are interested in both financial and sustainability information.

Many entities have been enhancing their approach on sustainability for years. Entities have worked on considering sustainability matters through their organisation by, for example, establishing a sustainability strategy, integrating it in their corporate governance structures and operational decisions, and legal obligations by reporting on sustainability matters in detail and in reference to financial information. While many entities are still working on developing and establishing these processes, they have found that the connection of financial and sustainability information is most valuable not only for their stakeholders but also for the entities themselves. Entities have found that integrating sustainability information in the management report instead of separate reporting has raised the awareness for sustainability matters within the entities. This facilitated the integration of sustainability matters throughout the organisation, while at the same time increasing the visibility externally. Essentially, integrating sustainability considerations in the entity's structure and operations allows for the most efficient way to achieve the goal set out in the European policy.

Consistent with this integrative approach the COM emphasized the importance of connecting sustainability and financial information and proposes to require entities to disclose financial as well as sustainability information within the management report. The COM (recital 45) also points out that reporting standards should promote a more integrated view of all the information published by entities in the management report to provide users that information with a better understanding of the development, performance, position, and impact of the entities.

While we acknowledge that there are still numerous entities that do not prepare integrated reports, we believe that an integrated reporting is a logical consequence of integrating sustainability matters at an organisational and operational level of the entity. It is the fair presentation of the structures implemented; the structures which are deemed most appropriate for reaching

WP/StB Dipl.-Kfm. Georg Lanfermann

Präsident des DRSC



www.drsc.de



lanfermann@drsc.de